

## **A propos de la baisse du niveau de français chez les élèves : *paroles de parents d'élèves à Dembo*<sup>1</sup>**

SANOGO MAMADOU LAMINE  
INSS-CNRST/Ouagadougou

**Résumé :** Le présent travail montre que l'apprentissage du français par les élèves n'est pas systématique dès leur inscription à l'école. Les parents d'élèves, même quand ils n'ont pas les compétences requises, ont tout de même leur idée des indicateurs de réussite scolaire. Si l'aisance en français n'est pas nécessairement recherchée, ils estiment, tout de que ceux qui ne parlent cette langue à la sortie de l'école ont échoué. Par conséquent, la réussite en français devient alors le principal indicateur à travers lequel l'institution scolaire est jugée. Scolarisation et francophonie ne sont pas forcément liées mais il reste entendu que les parents d'élèves de cette localité rurale, à l'instar des autres des villes et campagnes crient à la baisse du niveau de français à l'école et dénoncent l'échec scolaire.

**Mots-clés :** *niveau en français, scolarisation, parents d'élèves, zone rurale, francophonie scolaire*

### **Introduction**

Au Burkina Faso comme dans nombre de pays francophones d'Afrique, l'école reste le principal indicateur de mesure du degré de francité, de la francophonie individuelle, sociale et politique. Ainsi, le nombre de francophones est estimé, en général, à partir du nombre d'inscrits à l'école même si dans certains pays comme la Côte d'Ivoire ou en République Démocratique du Congo, au Gabon..., le français des non-lettrés est pris en compte dans les données statistiques. Il reste entendu que ce taux de scolarité lui-même pose un réel problème quand on sait que la grande déperdition scolaire

touchant près de la moitié des inscrits est souvent négligée à dessein. Ce n'est donc pas par un hasard si la République Démocratique du Congo est considéré comme le premier pays francophone d'Afrique et le plus grand pays francophone hors d'Europe.

Cependant, si l'école est la voie la mieux indiquée pour apprendre le français dans un pays comme le Burkina Faso, la corrélation entre la scolarisation et l'acquisition de l'identité francophone est souvent difficile à établir. En d'autres termes, il n'est pas facile de démontrer que l'on devient automatiquement francophone lorsque l'on va à l'école dans un pays comme le Burkina Faso. Même si cela était vrai, il survient une autre question non moins importante à savoir : « A partir de quel seuil, à partir de quel niveau d'apprentissage, à partir de classe scolaire un élève devient-il francophone ? »

Ainsi, le mode d'accès au français se diversifiant avec l'urbanisation et l'amélioration du corpus du français (Chaudenson, 1994), nous avons actuellement divers catégories de « francophones » aux compétences extrêmement variables : des francophones non scolarisés (Napon, 1992), des déscolarisés précoces, des francophones confirmés (Barreteau, 1998) et même des scolarisés « non francophones ». Cette dernière catégorie se remarque plus souvent en zone rurale qu'en zone urbaine où le français n'a pas « la même pression » sur la société – pour reprendre l'expression de Batiana et Caitucoli (1993). Par conséquent, si l'équation « aller à l'école » équivaut « à devenir francophone » est possible en zone urbaine, dans la zone rurale – en revanche - les conditions sociolinguistiques n'imposent pas nécessairement l'acquisition et l'usage systématique de la langue de Molière.

Le but du présent article est d'analyser la relation entre la scolarisation et la francophonie (individuelle et/ou collective) au sein d'une communauté rurale du Burkina Faso. Plus précisément, il s'agit d'étudier la perception d'une communauté rurale, du moins, de l'opinion des parents d'élèves sur de la réussite scolaire de leurs enfants. Il reste entendu que la place de la langue française est déterminante dans cette approche dans la mesure où la politique linguistique est au centre des débats à propos du système éducatif au Burkina Faso.

Nous partons d'une première hypothèse selon laquelle le degré de maîtrise de la principale langue de scolarisation est l'indicateur par excellence de la réussite scolaire. Si cette hypothèse venait à être confirmée, cela signifierait que si la finalité de l'école n'est pas d'apprendre le français, la mauvaise maîtrise de cette

langue est tout de même perçue comme une preuve de l'échec scolaire. Une seconde hypothèse viendra nous permettre d'approfondir cette réflexion sur le lien entre scolarisation et francophonie au Burkina Faso. Nous pensons que si le profil idéal du scolarisé est d'être francophone au Burkina Faso comme dans nombre de pays francophones d'Afrique d'ailleurs, celui-ci ne peut être obtenu que si des conditions extrascolaires concourent à sa réalisation. En d'autres termes, pour qu'un élève devenir francophone, son environnement, sa niche sociolinguistique participe à la construction de son identité francophone. Il n'y a pas de doute que cette identité est en construction et que les différentes variables ou langues qui concourent à sa réalisation sont elles-mêmes dans leur dynamique propre.

Le principal intérêt du présent texte se fonde sur son originalité en rapport avec trois paramètres qui sont d'ordre politique, pédagogique et d'épistémologie.

Premièrement, au moment où l'institution scolaire est en crise, au moment où certaines voix crient à « la baisse du niveau de français »<sup>2</sup> chez les élèves, s'interroger sur la perception des questions linguistiques chez des novices comme les parents d'élèves dans la crise scolaire peut être une contribution non négligeable à un débat d'actualité. Les nombreuses expériences et réformes scolaires touchant la politique linguistique en milieu scolaire ont été introduites et très souvent interrompues sans que ces acteurs majeurs de l'éducation ne soient consultés. De l'expérience arrêtée sans explication de la part du Président Diouf au Sénégal après le départ de Senghor à celui du Bénin sous le régime socialiste en passant par la malgachisation à Madagascar et le Burkina Faso... le débat à propos de la langue de l'école, de la langue à l'école... ne laisse personne indifférent. A la suite de Somé (2003), nous pensons que l'échec des différentes tentatives a largement entamé la côte de confiance des linguistes et autres pédagogues convaincus sur l'utilité des langues nationales à l'école. « *C'est parce qu'ils parlent le français qu'ils sont là où ils sont* » pensent, à juste titre, les parents d'élèves qui n'en veulent plus de débats stériles.

Deuxièmement, si l'apprentissage d'un français « sans prétention académique »<sup>3</sup> a été le principal leitmotiv de l'école coloniale, l'écart par rapport aux normes scolaires, voire académiques demeure cependant la ligne rouge dans l'école post coloniale. Par conséquent et malgré toute la diversité de français, l'institution scolaire est considérée comme le garant d'une norme, de

la norme. Or, c'est bien dans cette même institution l'enseignement du français est en jeu et comme le dirait Caitucoli (*sine die*) « *Ainsi, on veut signifier que le français standard normatif enseigné connaît une dégradation et sa maîtrise par les élèves est à rapprocher de sa pratique populaire ou localement marquée* »<sup>4</sup>.

Le choix de la zone d'étude est le deuxième point d'originalité de la présente contribution. En effet, les études sur le français (situation, représentation, perspectives) sont généralement orientées vers le français des villes africaines où émergent de nouvelles variétés exotiques donnant une nouvelle saveur à la langue de Molière. Les études sur le français africain ou « français mélangé », terme que nous empruntons aux étudiants français en FLE de l'Université de Orléans, ont un intérêt contemplatif qui consiste à démontrer le lexique particulier ou souvent grammaticales et syntaxiques que l'on retrouve chez les africains des grandes villes comme Bamako, Ouagadougou, Libreville, Dakar... Tout se passe comme si la problématique du français ou du moins « des français d'Afrique » et/ou « du français en Afrique » était une question essentiellement urbaine. Par conséquent, le très peu d'attention accordé à cette problématique en contexte rural se résume à des monographies de villages justifiant l'implantation de l'école ou de structures de formation bilingue dans le cadre de la dichotomie langue du terroir *vs* français.

Nous allons présenter, dans un premier temps, le site de l'étude. Cette partie comportera également une présentation des principaux acteurs et de la méthode de collecte des données. Nous terminerons par une analyse des propos tenus par les enquêtés sur la situation de l'enseignement de la langue française dans le village de Dembo.

## **1. Présentation du site de l'étude**

Les données soumises à l'analyse dans le présent article ont été collectées au cours d'une série d'entretiens avec les parents d'élèves dans le village de Dembo, dans le département de Nouna, Province de la Kossi à l'Ouest du Burkina Faso. En rappel, si le présent travail a pour objectif l'étude des rapports entre la scolarisation et la francophonie, l'idée de collecter ces données nous est venue au cours des missions de recherche qui nous ont conduit dans cette région<sup>5</sup>. Notre mission consistait, dans cette équipe, à traduire la constitution du Burkina Faso du français vers le dioula et ensuite à tester la réceptivité de cette version traduite. Des échanges

sur l'intérêt de ce travail, il s'est avéré que nos interlocuteurs se sont rendus à l'évidence que si le document n'était pas traduit en dioula, il n'y aurait personne dans le village pour leur permettre d'accéder à son contenu. La preuve est que ce document a fait l'objet d'un référendum en 1992 auquel ils ont pris part sans que personne s'y fasse allusion au cours de la campagne politique menée à l'époque. Leur participation a consisté à voter pour le « OUI » ou le « NON »<sup>6</sup> et au cours de la campagne, aucun camp ne s'est soucié de parler du document ou de son contenu. Rares sont ceux qui l'ont vu même malgré qu'il soit au centre d'une grande campagne référendaire ayant abouti à son adoption par un vote populaire.

Les présentes recherches ont été menées par la méthode d'entretiens participatifs sous forme de forum libre. Ont pris part à ce forum, une trentaine de parents d'élèves composée des responsables des structures villageoises, Conseil Villageois de Gestion des Terroirs, Groupement Villageois, Programme National de Gestion des Terroirs, Mutuelle, Coopérative... L'une des particularités est qu'il s'agissait essentiellement de résidents dans le même village, ce qui nous permet de croire que les propos tenus lors de ce forum représentent l'opinion des parents d'élèves rit du village. De même, nous nous sommes donné les moyens de les mettre à l'abri des influences multiples susceptibles de venir de « fonctionnaires » que sont les enseignants, le personnel de santé ou les agents des Eaux et forêts... Ces derniers n'ont pas été invités car l'objet du forum était surtout de discuter des performances scolaires des élèves du village telles que perçues par les parents. Il n'y a pas de doute que des propos allant dans le sens du jugement envers les enseignants pouvaient être atténués par la présence de « fonctionnaires ».

Afin de ne pas focaliser toute l'attention des participants sur le niveau de français en tant qu'indicateur de réussite scolaire, nous avons mis l'accent sur les problèmes de scolarisation et plus particulièrement de la place du français dans la vie de tous les jours dans leur village. Une attention particulière a été accordée à leur « maîtrise de la langue française » et à leur perception comme indicateur de réussite scolaire.

Nous sommes conscient que nombre d'entre eux n'ont pas non plus une maîtrise suffisante de cette langue et les impressions qu'ils ont des performances de leurs progénitures sont souvent l'expression d'une crainte d'échec scolaire ou d'idées reçues. Nous mesurons toutes les conséquences du choix de cette population dont

le niveau de connaissance du français est limité. Mais son intérêt pour la réussite scolaire de ses enfants est sans aucun doute la principale raison qui explique tout l'intérêt qu'il a manifesté pour ce sujet. Et comme n'importe quel patient qui apprécie son médecin au résultat, les parents d'élèves de Dembo jugent maîtres et école à partir de leur « degré de maîtrise de la langue française » par leurs enfants. Et c'est bien cette perception qui leur permet de juger l'école et l'institution scolaire dans leur village et toute autre évaluation extérieure est sans doute d'un intérêt limité à cet effet.

Le choix de Dembo comme site de cette étude se justifie par plusieurs raisons. L'offre scolaire dans la zone de Nouna est ancienne et relativement suffisante, à l'instar de certaines autres régions rurales jugées zones prioritaires comme le Nord, le Sud-Ouest... Les parents et élèves concernés par cette étude vivent dans le village où le nombre de francophones est peu important. Parmi les parents, on dénombre de nombreux déscolarisés ou des cas d'échec scolaire et comme ils le disent eux-mêmes, « Ceux qui ont réussi à l'école ont quitté le village ». En dehors de quelques enseignants, des infirmiers et autres encadreurs (personnel technique de l'agriculture)..., les francophones confirmés<sup>7</sup>, moins de dix personnes, vivant dans ce village n'ont pas assez d'impact sur le « changement de comportement langagier » chez les habitants. Ceux-ci restent idéalisés car ils sont sensés être les plus francophones des francophones du village. Nombre de parents d'élèves ont une scolarisation sommaire, les plus avancés ont été jusqu'en classe de CM2<sup>8</sup>. Le manque de structures d'enseignement secondaire justifie, pour nombre d'entre eux les raisons de leur niveau actuel. Malgré la présence de mosquée comme dans la quasi-totalité des villages de la zone, le visiteur est frappé par le nombre élevé de prénoms à consonance chrétienne. A l'analyse, nombre d'entre eux sont musulman et les prénoms chrétiens sont hérités d'une scolarisation interrompue de manière précoce. C'est dire que nous sommes dans un village où le poids de la religion catholique est important et quand on sait que dans cette partie Ouest du pays, il y a une interaction entre expansion de l'islam et l'influence sociolinguistique du dioula véhiculaire (Sanogo, 2007).

Avec une population estimée à environ 2000 âmes, Dembo est un village situé à une dizaine de kilomètre de Nouna. Sa population est composée à presque 95% de Markadafin. Il s'agit d'une branche de population mandé très proche du mandingue du point de vue linguistique (Diallo, 1988) et, en générale fortement islamisée. On compte dans le village de quelques migrants agricoles *moose*, *bwaba* et

*san*. Cette population agricole a comme activité principale l'agriculture de subsistance et les principales spéculations sont le mil, le sorgho, l'arachide, le maïs et le niébé. Les cultures de rente de cette localité sont essentiellement le coton, le sésame et les jutes. De même, l'élevage de bétail et de petits ruminants participent à l'amélioration de l'agriculture par l'apport en fumure organique et des recettes complémentaires pour les ménages.

Comme infrastructure, on trouve à Dembo un dispensaire, une école primaire récemment normalisée<sup>9</sup>, quelques points d'eau dont un forage et des puits à grand diamètre, les services de l'environnement<sup>10</sup> ainsi qu'un terrain de football et une mosquée, une église catholique et un lieu de culte protestant. En outre, compte tenu de la taille du village, le marché se tient de façon hebdomadaire tous les 5 jours. Vendeurs et acheteurs viennent essentiellement de Nouna et des villages environnants. Le village entretient également des flux humains et économiques avec certaines grandes localités comme Dédougou, Bobo-Dioulasso, Ouagadougou et sa situation géographique favorise des échanges avec des marchés situés du côté du Mali voisin.

A l'instar des autres marchés de la même géographie du pays, la principale langue sur la place du marché est le dioula comme nous l'avons montré dans des études antérieures. Cependant, lors des nombreuses visites effectuées sur la place du marché dans ce village, nous avons noté la présence de bien d'autres langues nationales. Il s'agit du *moore*, du *markadafin*, du *fulfulde*. Les situations d'usage de ces langues mettent en scène des personnes de même origine linguistique ou ayant des compétences reconnues dans ces langues. En d'autres termes, seul le dioula assure la fonction véhiculaire, la langue en usage entre les personnes n'ayant pas d'autres langues en commun<sup>11</sup>. Le français a été également noté mais dans un usage extrêmement insignifiant et surtout insoupçonné par les locuteurs eux-mêmes. Les mots outils du genre, « voila », « mais », « donc » ainsi que des expressions comme « pardon », « monsieur », « chef »... ne sont sans doute pas considérés par les locuteurs comme des usages du français.

Du point de vue des langues en présence et des pratiques langagières que nous avons relevées, Dembo est un village dioulaphone comme tous ceux qu'on trouve dans les zones minoritaires de cette partie du pays. C'est d'ailleurs cette caractéristique qui avait guidé son choix dans le programme qui nous a mené dans ce village. En effet, à un usage quasi permanent des deux langues que sont le *markadafin* et le dioula se superposent le

français qui est la langue de l'administration, de l'éducation et du travail des services de l'Etat. Plus présente chez « les fonctionnaires » par habitude que par nécessité, car ils sont tous locuteurs du dioula véhiculaire à une exception près, la langue officielle n'a pas un cadre qui lui est réservé exclusivement. Une observation des pratiques langagières nous permet d'affirmer ici qu'il sert surtout de langue d'appoint car le dioula domine la quasi-totalité des situations de communication. Quant aux langues nationales, elles sont en usage chez des migrants agricoles et certains autochtones les utilisent à titre ludique ou pour montrer que l'on a « voyagé ». Cette caractéristique a surtout été notée à propos du *moore* tandis que le *fulfulde* reste la « langue des Peuls ».

## 2. Du discours des parents d'élèves sur la francophonie scolaire à Dembo

Malgré leur degré de « francité » qui n'est sans doute pas au dessus de la moyenne, les parents d'élèves de Dembo ont leur perception de la maîtrise du français par leurs enfants et ils l'expriment avec les propres expressions dans leurs discours. « *Nos enfants ne parlent pas bien le français alors qu'ils sont à l'école* », avons-nous entendu plus d'une fois. Pour certains, ce qui est étonnant c'est que on a du mal à comprendre que même ceux qui sont titulaires du certificat d'étude primaire n'échappent pas à ce jugement. « *C'est la faute aux maîtres* » disent certains ; car « *il y en a parmi eux-mêmes qui ne font pas mieux que leurs élèves* » affirment encore des parents d'élèves.

Notons que ce jugement n'est pas porté seulement sur les enseignants mais sur toute l'institution scolaire. Par conséquent, si les enfants « *parlent mal le français* », cela s'expliquerait sans aucun doute par les transformations que l'école a subi au fil de son évolution. En effet, nombre d'entre eux pensent que l'école « *n'est plus comme elle était avant* ». L'Ecole de la période coloniale a été idéalisée à tel enseigne que nombreux sont ceux qui l'évoquent avec une nostalgie certaine. Nombre d'entre eux ont été soit à l'école coloniale, soit à l'école rurale et ont, par conséquent, des éléments qui fondent la comparaison, le jugement. Pour ces personnes qui ont été élèves de cette époque du lendemain des indépendances, l'institution scolaire était garante d'un prestige certain. Le maître d'école était la référence intellectuelle du village et la seule personne que les anciens n'hésitait pas à consulter. Elèves et enseignants étaient des personnes les plus évoluées<sup>12</sup> « proche du blanc ». Une



certaine culture occidentale dont ils étaient sensés être les dignes représentants était perceptible dans leur quotidien (hygiène corporelle, beaucoup d'efforts dans le respect des normes scolaires, usage fréquent de la langue française...) qui contrastait avec le français de tirailleurs.

Un premier regard pourrait classer ces parents dans la catégorie des nostalgiques de la scolarisation coloniale où l'école était tenue par des « *maîtres blancs* ». L'élève qui sortait de cette école n'était pas seulement un « francophone » mais il avait aussi, comme l'écrit Hampaté Bâ, il avait aussi des manières de blanc et parlait le français aux « couleurs du vin de Bordeaux ». Fort de ce constat, « On considère généralement que l'une des causes de la baisse générale du niveau des études est la faiblesse des élèves en français ».

Nous voyons que ce qui fonde cette comparaison, c'est bien le niveau supposé de maîtrise de la langue française. Et par conséquent, pour ces parents, plus ils regardent leur progéniture, plus le niveau de français a tendance à s'écarter du niveau idéalisé. Cette perception a des degrés divers comme on peut le voir dans le discours des parents : « *Les enfants qui vont à l'école ne parlent pas bien le français* ». Si cette idée semble la plus répandue car elle n'est contestée par personne d'autre, il faut tout de même remarquer que certains vont jusqu'à la négative même : « *ils ne parlent même pas le français* ».

On pourrait penser que la réaction des parents est un jugement négatif de l'école en français ayant abouti même à son rejet comme cela a été reproché à la zone du Dafinna<sup>13</sup>. Cependant, il n'en est rien, ces derniers ne font qu'exposer une version rurale de ce que l'on entend tous les jours à propos du français à l'école, de l'école en français... de l'école. « *Baisse de niveau en français* », « *école en régression* », « *maître ne parlant même pas bien le médium* », « *mauvais choix de langue d'enseignement...* ».

Diverses autres expressions que l'on rencontre ailleurs sont en usage chez les parents de Dembo retracent la réalité de l'école d'après les parents. C'est par exemple la cas du « *manque de maîtrise du français* », ou encore de l'expression « *ils (les élèves) massacrent le français* »... Pour nombre d'entre eux, les élèves ayant quitté l'école ne gardent aucun souvenir leur permettant d'user la langue de l'école. Certains estiment que les scolarisés de l'école du village ne sont même pas capables de rapporter les propos des journalistes et autres animateurs qu'ils écoutent à longueur de journée en français.

En termes clairs, les élèves scolarisés dans le village n'acquièrent aucune compétence utile en français. Ainsi, ceux qui « *comprennent le français* » sont le plus souvent des déscolarisés ayant séjourné en Côte d'Ivoire ou dans les grandes villes du pays.

Retenons que dans d'autres études menées au Burkina Faso ou ailleurs on est allé chercher les causes de ce phénomène dans la musique RAP, les abréviations ou dans les SMS<sup>14</sup>. Ainsi, d'après des études menées à Dembo (Province de la Kossi et département de Nouna), il ressort de l'avis des parents un certain nombre de propos qui rompent avec des idées largement répandues à propos de l'école et de ses impacts sur l'individu et même la communauté au Burkina Faso.

Dans un premier temps, l'école est considérée comme la voie royale d'accès au statut ou du moins à la catégorie de francophone. A cet effet, l'accès à la langue française, être francophone, est un effet recherché de la scolarisation. « *si tu vas à l'école, c'est obligé que tu parles le français* ». Ainsi, à la question du pourquoi de cela, les réponses peuvent être résumées par la même formule : « *puisque la langue de l'école c'est le français* ».

Ensuite, en second lieu, l'impression d'un paradoxe apparaît ici comme dans nombre d'autres localités où nous avons menée de discussions similaires. On a comme l'impression que la scolarisation a pour finalité l'apprentissage du français et surtout l'adoption du profil de francophone : « *Si tu vas à l'école c'est pour apprendre le français* ». Tout se passe comme si l'individu qui maîtrise la langue française a une scolarité bien réussie. Le schéma peut paraître curieux au moment où l'on cherche à intégrer les langues nationales dans le système éducatif des pays.

C'est aussi à l'école que l'on acquiert le « bon français » ; entendons-nous un français normé ou du moins ce qui peut être considéré comme tel, car nos informateurs n'ont que la seule possibilité d'estimer le degré à partir du leur. Par conséquent, même si un locuteur n'a pas une maîtrise suffisante, il suffit qu'eux estiment qu'il parle « *un bon français* » car il est sur un degré de l'échiquier qu'ils estiment supérieur au leur. C'est le cas de tous les administratifs ainsi que leur personnel d'appui, les hommes politiques qu'ils entendent à la radio ou qui viennent les voir dans le village... Nous sommes également classés dans cette catégorie par les enquêtés. Par conséquent, l'enfant qui est allé à l'école n'a aucune excuse sinon qu'il a échoué car ceux qui ont une scolarité réussie parlent le français : « *S'il parle bien le français comme vous, c'est parce qu'il est allé à l'école* ».

## Conclusion

Nous retiendrons à partir de cette analyse de la situation de Dembo que scolarisation et francophonie ne sont pas forcément liées. Bien que le français soit la langue de l'école, son acquisition n'est pas automatique et il est difficile actuellement de dire à partir de quel seuil un apprenant devient francophone. De même, l'accès au français, ou du moins une certaine aisance dans la langue française est encore plus difficile en zone rurale qu'en zone urbaine où une certaine pression de la langue permet l'émergence d'une catégorie de francophones non scolarisés.

Or, au Burkina Faso comme dans les toutes les anciennes colonies françaises, l'accès au français n'est pas un simple indicateur d'un profil sociolinguistique. Il est aussi et surtout une condition d'accès à un statut social supérieur, à un degré important de l'échelon social. Cela se traduit par l'idée la plus répandue selon laquelle le degré de maîtrise du français va de paire avec la réussite scolaire et par conséquent social de l'individu. Et aller à l'école, c'est parler « le gros français », admet-on généralement dans ce pays – pour paraphraser Prignitz (1994). A l'inverse, la non-maîtrise du français est alors considérée comme un échec scolaire de la part de l'enfant et l'échec de l'école dans sa mission de construction de l'homme moderne, de l'homme qui réussit, du francophone. On dirait de ce dernier – comme le cas de Birama, le personnage principal de *Allah n'est pas obligé* que son « école n'est pas allé loin ».

Le jugement des parents a permis de mettre en exergue une autre préoccupation qui passe très souvent sous silence dans les études sur le français en Afrique dite francophone : c'est le cas des déscolarisés précoces qui perdent très vite les acquis linguistiques de leur bref séjour en milieu scolaire. L'échec scolaire aidant, cette catégorie est très importante en zone rurale qu'en zone urbaine ou non seulement la panoplie d'offres est plus large, mais d'autres possibilités d'apprentissage restent ouvertes. N'étant pas dans les mêmes conditions d'exposition à la langue française, nombre de déscolarisés précoces retombent dans l'analphabétisme et perdent également les quelques acquis du médium scolaire. Cependant, si les hommes de part leurs activités sont en contact avec des francophones, tel n'est pas le cas de la gente féminine. Des femmes ayant « été longtemps à l'école », c'est-à-dire ayant entre quatre et six ans de scolarité ne sont pas en mesure de prononcer la moindre phrase en français. « J'ai tout oublié », nous a laissé entendre une

dame aujourd'hui parente d'élève qui aurait fréquenté la classe de CM2 dans l'école du village.

### Références bibliographiques

- Abou M., *L'éducation en Afrique*, Paris, Présence africaine, 1998.
- Abou S. et Haddad K., *Une francophonie différentielle*, Paris, L'Harmattan, 1994.
- Adopo F. et alii., « Langue d'enseignement langue officielle et langue vernaculaire dans les systèmes éducatifs, le cas de la Côte d'Ivoire », in *CIRL*, n° 19, Abidjan, 1986, pp. 67-95.
- Alexandre P., « Problèmes linguistiques des états négro-africains à l'heure de l'indépendance », in *Cahiers d'Etudes Africaines*, Paris, Mouton & Co, 1962, pp. 177-195.
- Bâ A. H., *L'étrange destin de Wangrin*, UNESCO, Paris, Roman, 1973,
- Barreteau D., *Système éducatif et multilinguisme au Burkina Faso*, Paris/ouagadougou, Orstom/Centre de Ouagadougou, 1998.
- Batiana A. et Caitucoli C., « Aspects de la compétition des langues en milieu urbain », in *Cahiers De Linguistique Sociale*, URA 1164/ Université de Rouen, 1993, pp. 20-34.
- Batiata A. et Diarra L., « les enseignants de français au Burkina Faso face à la norme et à l'insécurité linguistique », in *Les cahiers du CERLESHS*, 5<sup>e</sup> numéro spécial, Ouagadougou, PUO, 2005, pp. 349-364
- Calvet L.-J. et Juillard C., (eds.) *Les politiques linguistiques, mythes et réalités*, Beyrouth, AUPÉLF-UREF, FMA, 1996.
- Chaudenson R., « Typologie des situations de francophonie, finalités et applications », in Abou S. et Haddad K., 1994, pp. 19-37.
- Diallo I., L'impact de la langue française dans l'enseignement primaire au Burkina, in KUUPOLE D. D. (éd.), *New Trends in Languages in Contact in West Africa*, Accra, s.l., 2001, pp. 32-48.
- Diallo M., *Eléments de systématique et de dialectologie du Maraka-kan, Burkina Faso*, thèse pour le doctorat nouveau régime, Université de Grenoble, 1988.
- Dumont P., *L'Afrique noire peut-elle encore parler français*, Paris, L'Harmattan, 1986.
- Fall M., « La baisse de niveau des élèves en français : Mythe ou réalité (Le cas du Sénégal) », in *Sudlangue*, 2003, <http://www.sudlangues.sn/article75.html>, consulté le
- Gerard E., *L'école déclassée : une étude anthropo-sociologique de la scolarisation au Mali : cas des sociétés malinkés*, Thèse de doctorat, Montpellier, Université Paul Valéry, 1992.
- Halaoui N., *Langues et système éducatif dans les états francophones d'Afrique subsaharienne*, Paris, Autrement Frontière, 2005.
- Houis M. et Bole R., *Intégration des langues dans une politique d'enseignement*, Paris, Publication de l'UNESCO, 1977.
- Kourouma A., *Allah n'est pas obligé*, Paris, Seuil, Roman, 2000,
- M'Boukou J. P. M., *Le français en Afrique Noire*, Paris, Editions Bordas études, 1973.
- Napon A., *Étude du français des non-lettrés au Burkina Faso* thèse pour le doctorat nouveau régime, Université de Rouen, 1992
- « Déconstruction et reconstruction de la langue française par les étudiants burkinabe : L'exemple des abréviations en milieu estudiantin », in *Sudlangue*, 2005, [<http://www.sudlangues.sn/article92.html>]

- Noyau C. (dir.), *Appropriation du français et construction de connaissances via la scolarisation en situation diglossique*, Nanterre, Actes du colloque international de l'Université Paris-X-Nanterre, 2006.
- Sanogo B. H., *Étude du français des locuteurs « peu lettrés » (scolarisés de niveau 1) de la ville de Ouagadougou (Burkina Faso), Approche linguistique et ethnolinguistique*, thèse pour le doctorat nouveau régime, Université de Franche-Comté, 1995.
- Sanogo M. L., « Question de gottopolitique en Afrique noire francophone », in Calvet L.-J. et Juillard C. (eds.), AUPELF-UREF, FMA, Beyrouth, 1996, pp. .
- « Description sociolinguistique du Marché Provincial de Diébougou », in *Sciences et Technique*, série sciences sociales et humaines, CNRST Ouagadougou, vol. 22, n° 1, 1996, pp.17-26.
- «La francophonie et la politique des langues partenaires : entre choix et nécessités», dans *Cahiers du CERLESHS*, 5<sup>e</sup> numéro spécial, PUO, Université de Ouagadougou, 2005, pp.72-97.
- Rapport d'étude sur les besoins langagiers des populations de la Région des Hauts Bassins*, rapport d'étude, BKF/010, Bobo-Dioulasso, Lux-development S.A. Ouagadougou, 2007.
- Some M., *Politique éducative et politique linguistique en Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- Turcotte D., *Lois, règlements et textes administratifs sur l'usage des langues en Afrique Occidentale Française (1826-1959)*, Laval, PUL, 1983.
- Vigner G., «Aux origines de l'enseignement du français en Afrique Occidentale », *Documents*, 13, 1994, pp. 55-61.
- Wald P., "Catégories du locuteur et catégorie de langue dans l'usage du français en Afrique", in *Langage et Société*, N° 52, 1990, pp. 5-21.

### Notes

- 1- Une première version du présent texte a fait l'objet d'une communication au septième colloque interuniversitaire sur « la coexistence des langues en Afrique de l'Ouest » tenu du 20 au 22 octobre 2008 à l'Université de Ouagadougou. Elle a été présentée sous le titre « L'école sans le français : paroles de parents d'élèves à Dembo ». Par conséquent, la version actuelle tient compte de toutes les formes de contribution apportées par les collègues à ce travail. Qu'ils en soient tous remerciés.
- 2- FALL M., 2003, « La baisse de niveau des élèves en français : Mythe ou réalité (Le cas du Sénégal) », dans *Sudlangue, Revue électronique international de l'Université Cheikh Anta Diop Dakar (Sénégal)*, Faculté des Lettres et Sciences Humaines, <http://www.sudlangues.sn/article75.html>
- 3- VIGNER G., 1994, «Aux origines de l'enseignement du français en Afrique Occidentale », *documents*, 13, pp. 55-61.
- 4- Caitucoli et al., <http://www.unice.fr/ILF-CNRS/ofcaf/07/Burkina.pdf>
- 5- L'équipe du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST) a obtenu de l'Union Européenne un appui financier en vue de réaliser une étude dont la finalité est le renforcement des capacités des communautés à la base en matière de démocratie et de bonne gouvernance. Nous avons ainsi proposé une traduction de la constitution du pays en trois langues nationales afin de vulgariser son contenu. Nous avons la charge de la zone dioulaphone dans le cadre de ce projet.
- 6- Rapport d'étude et de recherches sur la perception de la constitution du Burkina Faso par les communautés à la base, 2007.

- 7- Les francophones confirmés sont, d'après Barreteau (1998) des personnes ayant atteint le niveau de la classe de 3<sup>ème</sup> des lycées et collèges.
- 8- Cours moyen deuxième année où l'on arrive après six années de scolarité.
- 9- Le nombre de classe est porté de trois à six.
- 10- Le service de l'agriculture serait déserté depuis 2004.
- 11- Lors de nos différentes enquêtes dans ce village, nous avons été au marché à plusieurs reprises.
- 12- Le terme évolué a surtout été utilisé dans les colonies belges pour désigner les Noirs qui sont arrivés à certain niveau d'évolution au contact au Blanc.
- 13- Konaté M., 2004, *La problématique de la scolarisation en milieu islamisé : le cas du Dafinna, Mémoire pour l'obtention du diplôme de conseiller d'administration scolaire et universitaire (CASU), Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature, Ouagadougou*
- 14- *Short Message Service.*

**Abstract :** *This work shows that learning French by pupils is not systematical, as soon as they start school. Parents, even if they don't have the required competences, have all the same their idea of success indicators of school. If speaking French with great ease is not necessarily needed, they think that all those who don't speak this language at the end of their school have failed. Therefore, speaking French successfully becomes the main indicator through which school is judged. Schooling and French-speaking world are not necessarily linked, but pupils' parents of this rural area, like those in towns and in the country, talk about the fall of the level of the standard in French in school and reveal school failure.*

**Key words:** *standard in French, providing education, pupils'parents, School French speaking world.*